

Samedi 4 décembre, des milliers de manifestants se sont adressés au Ministre Veran

Faute de réponse, le ministre de la santé ne nous laisse pas d'autre choix maintenant que de nous rendre à l'Élysée pour obtenir satisfaction à nos revendications !

Plusieurs milliers de personnes, venues de différentes régions et hôpitaux, ont marché vers le ministère de la santé pour la défense de l'hôpital public, pour les postes et les lits. Nous étions 500 manifestants de la région Pays de la Loire à être montés en train ou en bus. Le secrétaire général de la Confédération Force Ouvrière, Yves Veyrier était présent durant toute la manifestation dans un cortège FO massif et revendicatif.

L'appel à manifester au Ministère est parti de Mayenne. Devant l'effondrement de l'hôpital public, le chaos organisé par des décennies de rigueur budgétaire, parce que les problèmes sont identiques partout et que ce gouvernement poursuit la destruction de l'hôpital (5700 fermetures de lits en 2020 et 15 000 suspensions), il a très vite été relayé par de nombreux syndicats, collectifs, comités de défense.

Les cinq unions départementales et cinq groupements départementaux FO des Pays de la Loire ont, dès le 10 novembre, appelé à manifester à Paris pour défendre l'hôpital public, pour exiger le maintien de tous les hôpitaux, de tous les services, de tous les lits, considérant que l'appel du CH Nord Mayenne et les revendications sont communes à l'ensemble des salariés. L'hôpital c'est l'affaire de tous.

A l'arrivée de la manifestation, des délégations ont été reçues par des collaborateurs du ministre, mais ce dernier était absent. Aucune garantie n'a été donnée pour le maintien des deux services, celui de chirurgie conventionnelle et l'unité de surveillance continue au CH Nord Mayenne. Il y a un fait : le ministre ne compte pas mettre un terme au chaos dans les hôpitaux puisqu'il ne décide pas l'arrêt de toutes les restructurations, et n'annonce aucun plan de recrutement massif.

Aujourd'hui, pas un seul établissement, pas un seul département n'est épargné par les fermetures de lits et services, par le manque d'effectif. Dans les Pays de la

Loire, les services de chirurgie et les soins continus du CH NM sont menacés de fermeture, une douzaine de services d'urgences est partiellement ou totalement fermé la nuit par manque de médecins (les 5 départements sont concernés), des plans blancs déclenchés partout par manque de lits et d'effectifs, les médecins urgentistes sont en grève à Laval et Angers, la maternité de Saumur a été fermée plusieurs nuits, des lits de psychiatrie vont fermer dans les jours à venir à Cholet, plus de 140 lits sont fermés au CHU de Nantes, 22 lits de soins de longue durée, 14 lits de soins de suite et 16 lits de médecins au CHD en Vendée faute de personnel suffisant...

Plusieurs interventions devant le ministère ont indiqué que « *comme M. Veran ne répond pas à nos revendications, alors il faut s'adresser au président Macron et exiger qu'il nous reçoive et satisfasse nos revendications* ».

Cette manifestation est un coup de semonce, elle constitue un point d'appui important ouvrant une nouvelle perspective. Dès à présent, réunissons partout les personnels dans l'unité la plus large possible, réunissons nos instances, mettons à la discussion cette proposition de se rendre à l'Élysée pour faire entendre et obtenir nos revendications qui sont communes et exprimées sur l'ensemble de la métropole comme en Outre-Mer pour que l'hôpital assure sa mission : celle de soigner la population.

- Arrêt de toutes les restructurations et fermetures de lits, services, hôpitaux, et exigence de leur réouverture ;
- Création massive de postes médicaux et non médicaux ; augmentation des places dans les IFSI, IFAS, départ en promotion professionnelle de tous les agents reçus aux concours
- Titularisation des 200 000 contractuels de la FPH
- Réintégration de tous les suspendus ;
- 183 euros pour tous les personnels du médico social
- Satisfaction de toutes les revendications salariales des personnels hospitaliers

Les unions départementales Force Ouvrière 44, 49, 53, 72 et 85, qui ont soutenu l'initiative du 4 décembre, s'associent pleinement à cette déclaration et ces propositions.

